https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/19/comment-la-question-coloniale-trouble-les-societes-occidentales\_6211842\_3232.html

**Comment la question coloniale trouble les sociétés occidentales**

Par Nicolas Truong Publié le 19 janvier 2024 à 18h00, modifié le 20 janvier 2024 à 06h48

Si l’histoire des colonisations se renouvelle en France, ses approches théoriques restent déconsidérées par une frange de l’opinion qui en refuse les conclusions et les réduit à leurs aspects les plus controversés.

C’est une histoire qui travaille les mémoires. Un passé qui pèse sur le présent. La question coloniale ne cesse de hanter la politique nationale. A croire que chaque fracture française réveille ce passé qui a encore du mal à passer. Dans certaines de ses anciennes colonies, notamment africaines, où la France est conspuée et même chassée de pays longtemps considérés comme des prés carrés. Dans ses banlieues paupérisées au sein desquelles les émeutes contre les violences policières ravivent le sentiment du maintien d’une ségrégation sociale, spatiale et raciale héritée de la période coloniale. Dans des stades où *La Marseillaise* est parfois sifflée.

Une histoire qui s’invite jusque dans les rangs de l’Assemblée nationale, où l’usage du terme « métropole » pour désigner la France continentale sans les territoires d’outre-mer est désormais rejeté, car considéré comme colonialiste. Et jusqu’à l’Elysée : après avoir affirmé, lors de la campagne présidentielle de 2017, que la colonisation était un *« crime contre l’humanité »* qui appartient à un *« passé que nous devons regarder en face, en présentant nos excuses à l’égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes »*,Emmanuel Macron a finalement estimé, en 2023, qu’il n’avait *« pas à demander pardon »*. Un ravisement contemporain d’un ressassement idéologique et médiatique permanent contre la « repentance », la « haine de soi » et l’« autoflagellation ».

Cependant, il semble difficile pour une société d’éviter les sujets qui finissent inexorablement par s’imposer. Il en va de la colonisation comme de la collaboration. La génération Mitterrand et les années Chirac ont été ponctuées par des révélations, débats et discours marquants liés à la période du gouvernement de Vichy. La France d’Emmanuel Macron n’échappe pas à l’actualité de l’histoire de ses anciennes colonies. Car *« le passé colonial est partout »*, résume l’historien Guillaume Blanc, l’un des quatre coordinateurs de *Colonisations. Notre histoire*,ouvragecollectif dirigé par Pierre Singaravélou (Seuil, 2023).

**« Le colonialisme n’est pas achevé »**

Au Sahel, la présence de la France est devenue indésirable. Bien sûr, la stratégie africaine de la Chine comme l’emprise de la Russie, à travers les milices privées du Groupe Wagner, n’y sont pas étrangères. Mais *« il faut souligner l’épaisseur historique de ce sentiment »*, insiste Guillaume Blanc. L’histoire de cette réprobation est *« à la fois récente et ancienne »*, ajoute-t-il, en référence aux analyses d’Ousmane Aly Diallo, chercheur à Amnesty International, selon qui les interventions militaires de la France dans ses anciennes colonies en Afrique – près de cinquante depuis 1960 – ont pérennisé *« l’hégémonie française dans ces espaces »*. Ainsi, à partir de 2022, lorsque l’armée française quitte le Mali et le Burkina Faso et se replie au Niger, *« elle a beau dire y lutter contre le djihadisme, les populations y voient une ingérence française de plus »*, constate Guillaume Blanc.

Cette histoire est également plus ancienne et *« nous ramène notamment aux années 1950 »*,explique-t-il, à la lumière des apports de l’historienne Gabrielle Hecht : c’est à cette époque, selon elle, que la France a construit sa prétendue « indépendance énergétique » en exploitant l’uranium du Gabon et du Niger. En échange de prix avantageux, la France soutenaitles dirigeants gabonais et nigériens au pouvoir.

Lire aussi la tribune | Article réservé à nos abonnés « La question du passé colonial est le dernier “tabou” de l’histoire de France des XIXᵉ et XXᵉ siècles »

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

C’est pourquoi *« les sociétés africaines sont des sociétés postcoloniales, tout simplement au sens où le passé colonial pèse encore sur le présent »*, observe Guillaume Blanc, qui estime que *« la France est, elle aussi, une société postcoloniale »*. En effet, rappelle le philosophe Souleymane Bachir Diagne, l’Organisation des Nations unies (ONU) considère toujours que la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie sont des territoires *« non autonomes »*, ce qui signifie que leurs populations *« ne s’administrent pas encore complètement elles-mêmes »*. Pour le professeur d’études francophones à l’université Columbia (New York), *« cela veut dire que la majorité des nations qui composent l’ONU, et qui pour la plupart ont conquis leur souveraineté contre le colonialisme, estime que le mouvement des décolonisations, qui a défini l’histoire du XXe siècle, n’est pas achevé »*.

Souleymane Bachir Diagne rappelle une situation encore assez méconnue. Car si les recherches sur les colonisations et décolonisations sont nombreuses, novatrices et fécondes, la diffusion de ces savoirs reste parcellaire. Afin d’enseigner l’histoire de la colonisation et aussi *« combattre les clichés »*, Guillaume Blanc, maître de conférences à l’université Rennes-II, trouve *« assez utile »* de partir des chansons, des bandes dessinées ou des films lors de ses cours sur les sociétés africaines et asiatiques du XIXe au XXIe siècle. Dans les amphithéâtres, l’auteur de *Décolonisations* (Seuil, 2022) n’hésite pas à diffuser le tube de Michel Sardou *Le Temps des colonies* (1976), où l’on entend : *« Y a pas d’café, pas de coton, pas d’essence en France, mais des idées, ça on en a. Nous on pense »*, ou à évoquer certains albums d’*Astérix « qui parlent de “nègres” aux lèvres protubérantes et ne sachant ni lire ni écrire »*.

**La popularité du couscous**

D’autres contributeurs de *Colonisations*, comme la linguiste et sémiologue Marie Treps, s’attachent à l’actualité des *« mots de l’insulte »*, comme « bougnoul »,emprunté à la langue wolof où il signifie « noir », apparu au Sénégal à la fin du XIXe siècle, terme vernaculaire transformé en sobriquet *« lourdement chargé de mépris »* qui désigne désormais *« un étranger de l’intérieur »*. Les experts du fait colonial mobilisent l’analyse des objets ou de la cuisine – avec la popularité du couscous ou du banh mi – mais aussi du paysage urbain, comme le géographe Stéphane Valognes, qui montre la façon dont les rues de Cherbourg (Manche) portent encore les traces de la conquête coloniale, avec ses maisons de style néomauresque et ses rues estampillées du nom d’anciens généraux coloniaux. Sans oublier le palais de l’Elysée, à Paris, ancien hôtel particulier financé pour la monarchie par Antoine Crozat (1655-1738), qui bâtit sa fortune, dans les années 1720, grâce à la traite transatlantique, après avoir obtenu le monopole de la fourniture en esclaves de toutes les colonies espagnoles.

*« Si l’histoire de la colonisation est bien connue des spécialistes, en revanche, en France, il y a encore un refus de voir ce que fut la colonisation »*, estime Guillaume Blanc, qui trouve *« aberrant »* d’entendre encore des hommes politiques et certains médias évoquer les routes et les écoles que la France aurait *« amenées »* dans ses colonies : *« Sans le travail forcé, la mort et la sueur des Congolais, des Malgaches ou des Vietnamiens, il n’y aurait jamais eu de routes. Quant à l’école, les petits garçons et les petites filles colonisés n’y allaient tout simplement pas : l’enseignement était réservé à une élite restreinte, et la France n’a jamais eu l’intention de scolariser les millions d’enfants qu’elle colonisait. »*

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés « La perspective décoloniale critique l’universalisme comme projet impérialiste »

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Nous vivons un moment postcolonial parce que notre époque est postérieure à l’ère des grandes colonisations – d’où le préfixe « post » – mais aussi, selon certains chercheurs, parce qu’il convient d’analyser ce passé qui pèse sur le présent en dépassant les anciennes dichotomies forgées aux temps des colonies. Notamment celles entre Orient et Occident, centre et périphérie ou civilisation et barbarie. « Postcolonial » est ainsi à la fois le marqueur d’une période historique et la désignation d’un mouvement théorique : après la critique du « néocolonialisme » des années 1960-1970, à savoir de l’emprise occidentale encore manifeste au cœur des nouvelles nations indépendantes, les études postcoloniales – *postcolonial studies –* émergent à la fin des années 1970. Elles prennent leur essor dans les années 1980 sur les campus américains et s’attachent à montrer comment les représentations et les discours coloniaux, en particulier ceux de la culture, ont établi une différence radicale entre les colonisés et le monde occidental, notamment forgé sur le préjugé racial.

Publié en 1978, *L’Orientalisme*, ouvrage de l’écrivain palestino-américain Edward Said (1935-2003) consacré à la façon dont un Orient fantasmé a été *« créé »* par l’Occident (Seuil, 1980), est considéré comme l’un des premiers jalons du courant postcolonial, même s’il n’en revendique pas le terme. Au cours d’une déconstruction des représentations et clichés véhiculés sur l’Orient depuis le siècle des Lumières, ce défenseur lettré de la cause palestinienne assure que *« le trait essentiel de la culture européenne est précisément ce qui l’a rendue hégémonique en Europe et hors de l’Europe : l’idée d’une identité européenne supérieure à tous les peuples et à toutes les cultures qui ne sont pas européens »*. Se réclamant d’un *« humanisme »* qui ne se tient pas *« à l’écart du monde »*, cet ancien professeur de littérature comparée à l’université Columbia estimait dans une nouvelle préface publiée en 2003, en pleine guerre en Irak à laquelle il était opposé, que *« nos leaders et leurs valets intellectuels semblent incapables de comprendre que l’histoire ne peut être effacée comme un tableau noir, afin que “nous” puissions y écrire notre propre avenir et imposer notre mode de vie aux peuples “inférieurs” »*.

**« La continuation du rapport de domination »**

La pensée postcoloniale fut largement inspirée par les *subaltern studies*, courant né en Inde dans les années 1970, autour de l’historien Ranajit Guha (1923-2023), études consacrées aux populations à la fois minorées par la recherche et infériorisées dans les sociétés récemment décolonisées. Une volonté de faire *« l’histoire par le bas »*, selon les termes de l’universitaire britannique Edward Palmer Thompson (1924-1993), une façon de rompre avec l’idée d’un progrès historique linéaire qui culminerait dans l’Etat-nation, une manière de réhabiliter des pratiques et des savoirs populaires mais aussi d’exercer une critique des élites indiennes souvent constituées en mimétisme avec l’ancienne bourgeoisie coloniale.

L’ambition des intellectuels postcoloniaux est assez bien résumée par l’Indien Dipesh Chakrabarty, professeur d’histoire, de civilisations et de langues sud-asiatiques à l’université de Chicago : il s’agit de désoccidentaliser le regard et de *Provincialiser l’Europe* (Amsterdam, 2009). L’Europe n’est ni le centre du monde ni le berceau de l’universel. Incarnée par des intellectuels comme la théoricienne de la littérature Gayatri Chakravorty Spivak ou l’historien camerounais Achille Mbembe, cette approche intellectuelle *« vise non seulement à penser les effets de la colonisation dans les colonies, mais aussi à évaluer leur répercussion sur les sociétés colonisatrices »*, résume l’historien Nicolas Bancel (*Le Postcolonialisme*, PUF, 2019).

Lire aussi l’enquête (2020) : Article réservé à nos abonnés « Racisé », « racisme d’Etat », « décolonial », « privilège blanc » : les mots neufs de l’antiracisme

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

L’empreinte de l’époque coloniale n’est pas seulement encore présente à travers des monuments ou les noms des rues, elle l’est aussi dans les rapports sociaux, les échanges économiques, les arts ou les relations de pouvoir. Car une partie de ses structures mentales se serait maintenue. *« La fin du colonialisme n’est pas la fin de ce que l’on appelle la “colonialité” »*,explique Souleymane Bachir Diagne. Forgé au début des années 1990 par le sociologue péruvien Anibal Quijano (1928-2018), ce terme désigne un régime de pouvoir économique, culturel et épistémologique apparu à l’époque moderne avec la colonisation et l’essor du capitalisme mercantile mais qui ne s’achève pas avec la décolonisation.

La colonialité, c’est *« la continuation du rapport de domination auquel les décolonisations sont censées mettre fin »*,poursuit Souleymane Bachir Diagne. *« Et les jeunes ont une sensibilité à fleur de peau à ces aspects »*, relève-t-il, en pensant notamment aux altercations entre policiers et adolescents des « quartiers ». Pour le philosophe, une définition *« assez éclairante de cette colonialité structurelle »* a été donnée par le poète et homme d’Etat sénégalais Léopold Sédar Senghor (1906-2001), selon qui *« l’ordre de l’injustice qui régit les rapports entre le Nord et le Sud »* estun ordre fondé sur *« le mépris culturel »*. Ainsi, poursuit l’auteur du *Fagot de ma mémoire* (Philippe Rey, 2021), *« on peut se demander si les populations “issues de l’immigration” dans les pays du “Nord” ne constituent pas une sorte de “Sud” dans ces pays ».*

*« Le concept de colonialité ouvre des réflexions fécondes »*, renchérit la philosophe Nadia Yala Kisukidi, maîtresse de conférences à l’université Paris-VIII. Loin du terme « néocolonialisme » qui réduit la domination à une cause unique, la colonialité permet *« d’articuler les formes de la domination politico-économique, ethnoraciale, de genre, culturelle et psychosociale, issues du monde colonial et de déceler leur continuation dans un monde qu’on prétend décolonisé. Ce qui permet de dire que, dans un grand nombre de cas, les décolonisations apparaissent comme des processus inachevés »*,poursuit l’autrice de *La Dissociation* (Seuil, 2022).

Souleymane Bachir Diagne insiste sur le fait que Léopold Sédar Senghor, en *« grand lecteur de Jean Jaurès »*, croyait comme le fondateur du journal *L’Humanité* en un monde où *« chaque nation enfin réconciliée avec elle-même »* se verrait comme *« une parcelle »* de cette humanité solidaire qu’il faut continûment travailler à réaliser. *« Mais pour cela il faut combattre la colonialité, le mépris culturel, l’ordre de l’injustice. D’un mot : il faut décoloniser. L’impensé colonial existe : il consiste à ignorer la colonialité. »*

**Universalisme eurocentré**

C’est ainsi que l’approche décoloniale, nouveau paradigme apparu dans les années 1990, est venue s’ajouter aux études postcoloniales autour de cette invitation à « décoloniser ». Née en Amérique du Sud au sein d’un groupe de recherche intitulé Modernité/Colonialité, la pensée décoloniale se donne notamment comme ambition de décoloniser les savoirs. Et de revisiter l’histoire. C’est pourquoi, selon ce courant théorique, la date capitale de la domination occidentale est 1492, le moment où Christophe Colomb ne « découvre » pas l’Amérique, mais l’« envahit ». C’est la période lors de laquelle naît la modernité par *« l’occultation de l’autre »*, explique le philosophe et théologien argentino-mexicain Enrique Dussel (1934-2023). Un moment où la « reconquête » menée par la chrétienté expulsa les musulmans de la péninsule Ibérique et les juifs d’Espagne. Ainsi, une *« désobéissance épistémique »* s’impose, enjoint le sémiologue argentin Walter Mignolo, afin de faire éclore des savoirs alternatifs à une conception de l’universalisme jugée eurocentrée.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés « Après le changement climatique, penser l’histoire » : Dipesh Chakrabarty, aspiré par « l’histoire profonde »

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Tous les domaines politiques, sociaux, économiques et artistiques peuvent être analysés, réinvestis et repolitisés à l’aide de cette approche décoloniale, à la fois savante et militante. L’écologie est notamment l’un des nombreux thèmes investis, car *« la double fracture coloniale et environnementale de la modernité »* permet de comprendre *« l’absence criante de Noirs et de personnes racisées »* dans les discours sur la crise écologique, assure l’ingénieur en environnement caribéen Malcom Ferdinand dans *Une écologie décoloniale* (Seuil, 2019). *« Faire face à la tempête écologique, retrouver un rapport matriciel à la Terre requiert de restaurer les dignités des asservis du navire négrier tout autant que celles du continent africain »*, écrit Malcom Ferdinand.

Partis d’Amérique latine, *« ces travaux ont essaimé dans le monde entier »*, explique Philippe Colin, coauteur avec Lissell Quiroz de *Pensées décoloniales. Une introduction aux théories critiques d’Amérique latine* (Zones, 2023). Dans les années 1990, les lectures partisanes des théories postcoloniales ont suscité des controverses dans l’espace public, notamment autour de la notion de « discrimination positive » et du « politiquement correct ». Une discorde qui se rejoue aujourd’hui, notamment avec les attaques menées par les néoconservateurs américains contre ce qu’ils appellent, de manière péjorative, la *« cancel culture »*, cette culture dite « de l’annulation » censée être portée par un « maccarthysme de gauche » et même un *« fascisme d’extrême gauche »*, résume d’un trait Donald Trump.

**Pensées « victimaires »**

Aux Etats-Unis, les études postcoloniales et décoloniales, *« forgées dans une matrice marxiste au sein d’une diaspora d’intellectuels indiens, africains ou sud-américains enseignant dans les campus américains, se sont déployées* *d’abord dans le champ académique »*, précise Philippe Colin. Alors qu’en France, la réception de ces travaux s’est faite immédiatement de façon polémique. *« Le concept a été revendiqué par le Parti des indigènes de la République à partir de 2015 de manière explicite, et cela a changé beaucoup les choses en France »*, analyse l’historien Pascal Blanchard. *« Il est alors devenu une cible idéale pour ceux qui cherchaient un terme global pour vouer aux gémonies les chercheurs travaillant sur la colonisation »*,poursuit-il dans le livre collectif *Les Mots qui fâchent. Contre le maccarthysme intellectuel* (L’Aube, 2022)*.*

Dans *L’Imposture décoloniale* (L’Observatoire, 2020),l’historien des idées Pierre-André Taguieff se livre à une critique radicale de *« l’idéologie postcoloniale et décoloniale, centrée sur la dénonciation criminalisante de la civilisation occidentale »*. Une position que l’on retrouve également au sein de L’Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, un site Web dont les contributeurs alimentent régulièrement les dossiers à charge des médias en guerre contre le « wokisme ».

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés Le « wokisme », déconstruction d’une obsession française

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Les critiques ne viennent toutefois pas uniquement de la galaxie conservatrice, des sites de veille idéologique ou des sphères réactionnaires.Auteur d’un ouvrage critique sur *Les Etudes postcoloniales. Un carnaval académique* (Karthala, 2010), le politologue Jean-François Bayart leur reproche de *« réifier le colonialisme »* car, affirme-t-il, aujourd’hui, *« le colonial n’est pas une essence mais un événement »*. Par ailleurs, rappelle-t-il, *« le colonialisme n’a pas été l’apanage des seuls Etats occidentaux »*. Des chercheurs insistent également sur le fait que la colonisation est un fait historique pluriel et qu’il convient de tenir compte de la diversité des sociétés où elle s’est exercée. Or, la prise en compte des formes de pouvoir propres à chaque société anciennement colonisée serait parfois omise par les approches décoloniales.

Auteur de *L’Occident décroché* (Fayard, 2008), l’anthropologue Jean-Loup Amselle estime que ce courant de pensée a *«* *détrôné l’Occident de sa position de surplomb, ce qui est une bonne chose, mais a entraîné des effets pervers »*,puisque, selon lui, elle reprend parfois à son compte *« les stigmates coloniaux en tentant d’en inverser le sens »*. Sur le site Lundimatin, l’essayiste Pierre Madelin critique, lui, les travers du *« campisme décolonial »* notamment apparu après le déclenchement de la guerre en Ukraine, à l’occasion de laquelle, dit-il, *« plusieurs figures de proue des études décoloniales »* ont convergé vers la rhétorique anti-occidentale de Vladimir Poutine.

**Procès en relativisme**

Comme toute théorie, ces approches postcoloniales et décoloniales sont critiquables, estime Nicolas Bancel, *« mais à partir de textes, de positions théoriques et épistémologiques, et non à partir de tribunes maniant l’invective, la désinformation, la dénonciation ad hominem, sans que leurs auteurs sachent rien de la réalité et de l’importance de ce champ intellectuel »*, juge-t-il. D’ailleurs, prolonge Nadia Yala Kisukidi, au-delà de l’université, les termes « décolonial » ou « postcolonial »,dans le débat public français, *« fonctionnent comme des stigmates sociaux, pour ne pas dire des marqueurs raciaux. Loin de renvoyer à des contenus de connaissance ou, parfois, à des formes de pratiques politiques spécifiques, ils sont mobilisés pour cibler un type d’intellectuel critique, souvent non blanc, dont les positionnements théoriques et/ou politiques contribueraient à briser la cohésion nationale et à achever le déclassement de l’université française. Comme si le mythe de la “cinquième colonne”* *avait intégré le champ du savoir »*. D’autant que *« décoloniser n’est pas un mot diabolique »*, relève le sociologue Stéphane Dufoix (*Décolonial*, Anamosa, 2023)

Un reproche résume tous les autres : celui du procès en relativisme. Une critique qui est le point de discorde de tous les débats qui opposent de façon binaire l’universalisme au communautarisme. Or, cette querelle a presque déjà été dépassée par deux inspirateurs historiques de ces mouvements postcoloniaux et décoloniaux : Aimé Césaire (1913-2008) et Frantz Fanon (1925-1961). Dans sa *Lettre à Maurice Thorez*, publiée en 1956, dans laquelle il explique les raisons de sa démission du Parti communiste français, à qui il reproche le *« chauvinisme inconscient »* et l’*« assimilationnisme invétéré »*, le poète martiniquais Aimé Césaire expliquait qu’*« il y a deux manières de se perdre : par la ségrégation murée dans le particulier ou par la dilution dans l’“universel” »*.

Lire aussi la chronique (2017) : Frantz Fanon, toujours vivant

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Aimé Césaire a dénoncé *« un universalisme impérial »*,commente Souleymane Bachir Diagne, auteur de *De langue à langue* (Albin Michel, 2022)*.* Mais, dans le même temps, *« il a refusé avec force de s’enfermer dans le particularisme »*. Au contraire, poursuit le philosophe,Césaire *« a indiqué que s’il a revendiqué la* *“négritude”, c’était pour “contribuer à l’édification d’un véritable humanisme”, l’“humanisme universel”, précise-t-il, “car enfin il n’y a pas d’humanisme s’il n’est pas universel” »*. Des propos que le Frantz Fanon des dernières pages de *Peau noire, masques blancs* (Seuil, 1952) *« pourrait s’approprier »*,estime Souleymane Bachir Diagne*.*

Ces exemples remettent en cause l’idée selon laquelle les études, réflexions et théories actuelles sur le fait colonial, postcolonial ou décolonial seraient des importations venues des campus américains et issues du seul frottement des études subalternes avec la French Theory, du tiers-monde et de la déconstruction*. « Il* *n’est donc tout simplement pas vrai que les penseurs du décolonial soient unanimement contre l’universel »*,déclare Souleymane Bachir Diagne, qui, loin de tous les impérialismes et réductionnismes, appelle à *« universaliser l’universel »*.

Nicolas Truong